

Cote du document: EB 2017/122/R.17/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 6 c) ii)
Date: 11 décembre 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République de l'Inde pour le Projet d'encouragement aux systèmes d'exploitation agricole résilients aux changements climatiques dans les hautes terres du Nord-Est

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Rasha Omar
Représentant dans le pays
Division Asie et Pacifique
téléphone: +91 981 199 0167
courriel: r.omar@ifad.org

Meera Mishra
Coordonnateur
Division Asie et Pacifique
téléphone: +91 11 46554056
courriel: m.mishra@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-deuxième session
Rome, 11-12 décembre 2017

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats	2
II. Description du projet	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	5
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	8
A. Coût du projet	8
B. Financement du projet	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	11
Appendices	
I. Negotiated financing agreements (Accords de financement négociés)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	20

Sigles et acronymes

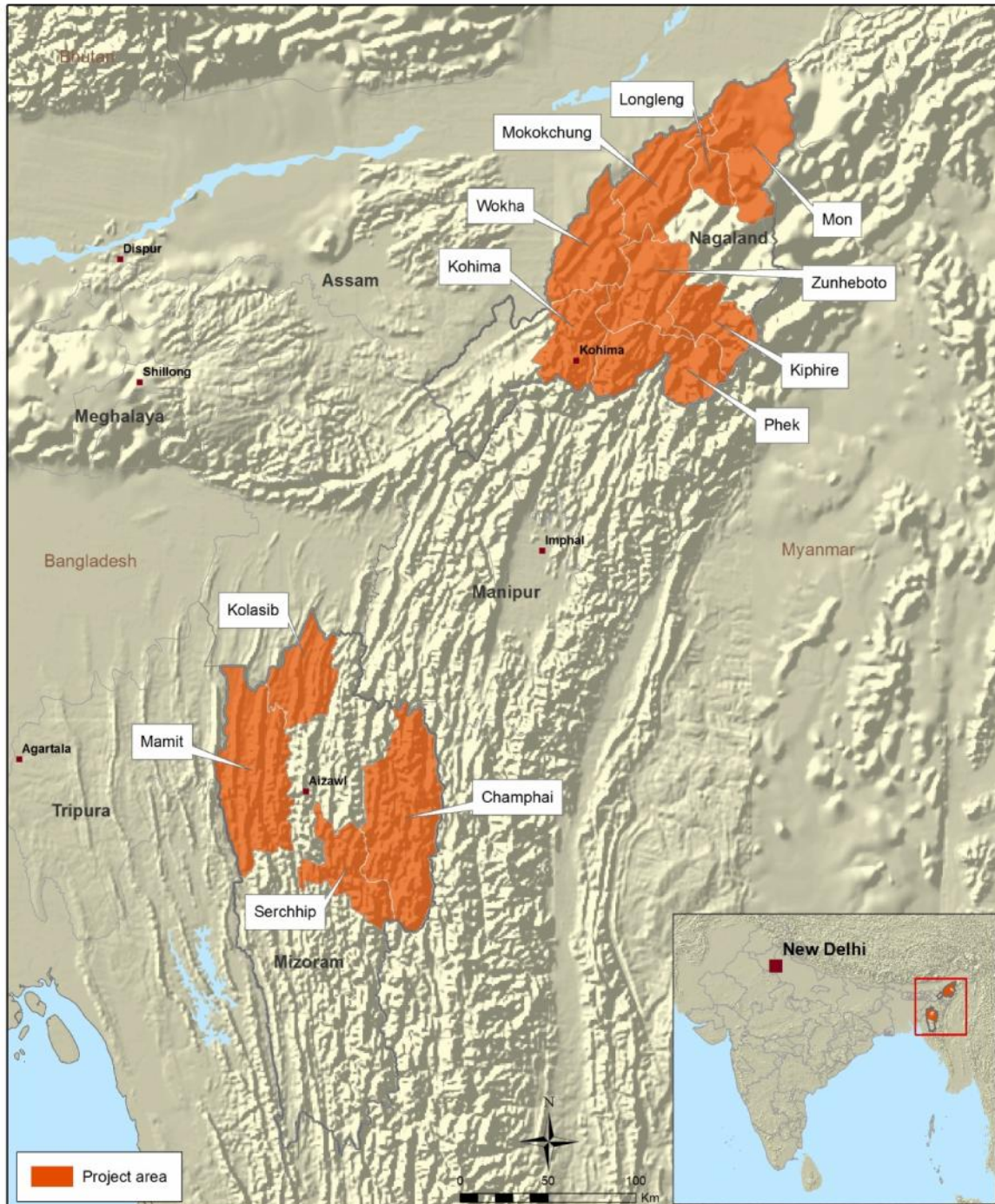
CPA	Commissaire à la production agricole
CPP	Comité de pilotage du projet
CSS	Programmes parrainés par le gouvernement central
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FOCUS	Projet d'encouragement aux systèmes d'exploitation agricole résilients aux changements climatiques dans les hautes terres du Nord-Est
S&E	Suivi-évaluation
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
UGP	Unité de gestion du projet
UGPD	Unité de gestion du projet au niveau du district

Carte de la zone du projet

Inde

Projet d'encouragement aux systèmes d'exploitation agricole résilients aux changements climatiques dans les hautes terres du Nord-Est, dans les États du Mizoram et du Nagaland

Rapport du Président



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.
 Source : FIDA 20-10-2017

République de l'Inde

Projet d'encouragement aux systèmes d'exploitation agricole résilients aux changements climatiques dans les hautes terres du Nord-Est

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République de l'Inde
Organisme d'exécution:	Societies for Climate Resilient Agriculture Nagaland and Mizoram States (Sociétés pour une agriculture résiliente aux changements climatiques – États du Nagaland et du Mizoram)
Coût total du projet:	168,46 millions d'USD répartis entre le Mizoram (79,30 millions d'USD) et le Nagaland (89,16 millions d'USD)
Montant du prêt du FIDA (SAFP 2016-2018):	75,5 millions d'USD répartis entre le Mizoram (35,25 millions d'USD) et le Nagaland (40,25 millions d'USD)
Montant du don du FIDA (SAFP 2016-2018):	Un million d'USD réparti entre le Mizoram (450 000 USD) et le Nagaland (550 000 USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Mixtes: délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt fixe de 1,25% par an sur le montant de l'encours en principal en plus d'une commission de service de 0,75% par an
Contribution de l'emprunteur:	85,70 millions d'USD: 27,51 millions d'USD provenant de programmes parrainés par le gouvernement central (CSS); 26,27 millions d'USD provenant de la convergence et 31,91 millions d'USD provenant des gouvernements des États; la contribution totale des emprunteurs s'élève à 41,24 millions d'USD pour le Mizoram et 44,46 millions d'USD pour le Nagaland
Contribution des bénéficiaires:	6,27 millions d'USD répartis entre le Mizoram (2,37 millions d'USD) et le Nagaland (3,9 millions d'USD)
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt et don à la République de l'Inde pour le Projet d'encouragement aux systèmes d'exploitation agricole résilients face au climat dans les hautes terres du Nord-Est, telle qu'elle figure au paragraphe 47.

Proposition de prêt et don à la République de l'Inde pour le Projet d'encouragement aux systèmes d'exploitation agricole résilients aux changements climatiques dans les hautes terres du Nord-Est

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. L'Inde est la troisième économie mondiale en termes de parité de pouvoir d'achat et, parmi les grandes économies, celle qui connaît la croissance la plus rapide. Néanmoins, la réduction de la pauvreté reste un défi majeur pour le pays. La pauvreté a diminué, passant de 37,2% (41,8% dans les zones rurales) en 2004-2005 à 21,9% (25,70% dans les zones rurales) en 2011-2012. Bien que l'Inde ait atteint le premier des objectifs du Millénaire pour le développement, qui était de réduire de moitié l'extrême pauvreté, la pauvreté demeure une priorité essentielle de développement pour le pays. Cela se reflète dans l'engagement du gouvernement en matière de réduction de la pauvreté d'ici 2022 – en avance sur les objectifs de développement durable.
2. La performance agricole de l'Inde a été remarquable au cours des dernières décennies, transformant le pays qui est passé d'une situation de dépendance chronique vis-à-vis des importations de céréales à un statut d'exportateur net de produits alimentaires. La part de l'agriculture a toutefois diminué dans l'économie indienne, où elle représente aujourd'hui moins de 17%. La croissance et la stabilité du secteur agricole sont essentielles pour réduire la pauvreté, puisque les zones rurales comptent plus de 71% des pauvres du pays. Environ 60% de l'agriculture indienne est pluviale et donc très sensible à la variabilité climatique. Sensibilisée aux difficultés que posent les changements climatiques, l'Inde a ratifié en octobre 2016 l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Auparavant, en 2008, l'Inde avait publié son plan d'action national relatif aux changements climatiques, axé sur l'adaptation aux changements climatiques, et dans lequel la protection des personnes pauvres et vulnérables constituait une priorité clé.
3. La zone d'intervention du projet, dans les États du Nagaland et du Mizoram, dans la région du nord-est de l'Inde, est un point chaud de la biodiversité. L'adaptation aux changements climatiques dans cette région est essentielle car plus de 81% de la population est rurale et dépend de systèmes de production et de ressources naturelles sensibles au climat. Les systèmes de moyens d'existence et les habitudes alimentaires des populations du nord-est de l'Inde ont évolué autour d'un système d'agriculture itinérante désigné sous le nom de jhum (culture sur brûlis). Ce système largement autosuffisant est maintenant perturbé par le raccourcissement des cycles du jhum, qui est dû à la faible productivité et à l'augmentation de la population. Les modifications des régimes climatiques aggravent encore ces tendances perturbatrices.

4. Dans le Nagaland et le Mizoram, le système d'agriculture pluviale basé sur le jhum couvre environ 60% de la superficie agricole totale. Chaque année, environ 100 000 ha de forêt sont défrichés pour la culture sur brûlis au Nagaland et 20 000 ha au Mizoram. Dans les deux États, le riz est le principal aliment de base et la principale culture du système de jhum. Le système de production est axé sur la subsistance, avec des exploitations de moins de 1 ha de jhum et 1 ha de culture en terrasse. Les gouvernements des deux États ont fait des efforts pour promouvoir l'agriculture sédentaire dans les régions montagneuses avec des cultures de plantation telles que les oranges, le thé et le palmier à huile.
5. Au Nagaland, les données du recensement indiquent que l'incidence de la pauvreté rurale a doublé entre 2004 et 2012 et qu'elle s'établissait à 19,9% en 2011-2012, soit 280 000 personnes. L'incidence de la pauvreté au Mizoram a également augmenté entre 2003-2004 et 2009-2010, passant de 23% à 31%, portant le nombre de ruraux pauvres à 160 000. Contrairement à la situation de pauvreté qui s'aggrave, les indicateurs nutritionnels du Nagaland et du Mizoram sont meilleurs que la moyenne nationale en ce qui concerne l'insuffisance pondérale, le retard de croissance et l'émaciation chez les enfants de moins de cinq ans.
6. Conscients de ces défis, les gouvernements du Nagaland et du Mizoram cherchent à promouvoir des pratiques agricoles résilientes face au climat et rémunératrices, grâce à deux approches jumelées: aligner systématiquement les cycles de jhum sur le cycle de régénération naturelle des forêts et, en même temps, encourager dans la mesure du possible l'agriculture sédentaire.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats

7. Le jhum ou culture sur brûlis est considéré comme une composante de l'identité et du patrimoine culturel tribaux au Mizoram et au Nagaland. L'élevage joue un rôle important dans les traditions culturelles et alimentaires. Le jhum commence par le défrichage et le brûlis de la végétation dans une parcelle de terrain choisie, et est habituellement pratiqué pendant un ou deux ans avant que la terre ne soit abandonnée afin qu'elle se régénère naturellement. Le choix des cultures végétales est orienté vers la consommation, l'accent étant mis sur les cultures commerciales, comme le gingembre et le piment. Il y a eu, cependant, un déclin considérable du cycle de jhum, qui a eu pour conséquences une faible productivité et une pression dans le sens d'une augmentation de la superficie cultivée en jhum. Ce déclin du cycle de jhum a entraîné des baisses de rendement, imputables à l'infestation des plantes adventices et à des carences en nutriments. La productivité du gingembre, l'une des principales cultures commerciales du système de jhum, serait passée de 5,8 tonnes par hectare dans le cadre d'un cycle de 15 à 20 ans à 3 tonnes par hectare dans le cadre d'un cycle de cinq à dix ans. Cette réduction du cycle du jhum perpétue la pauvreté en raison de la faible productivité jointe aux coûts élevés qu'entraîne la fréquence accrue du défrichage des forêts.
8. Le Projet d'encouragement aux systèmes d'exploitation agricole résilients aux changements climatiques dans les hautes terres du Nord-Est (FOCUS) visera les problèmes de la culture sur brûlis par le biais: i) de meilleures pratiques de jhum, plus productives et plus durables, créant un équilibre écologique et se traduisant par une extension du cycle de un à deux ans, avec des périodes de jachère plus longues (jusqu'à 15 ans); ii) d'un appui aux ménages agricoles pratiquant le jhum pour qu'ils adoptent d'autres systèmes d'exploitation agricole, en particulier l'agriculture sédentaire. Avec des rizières humides en terrasse plus productives et des systèmes d'élevage améliorés, le projet augmentera les revenus des agriculteurs, réduira la pression sur les ressources naturelles et augmentera la résilience face aux changements climatiques. À mesure que les agriculteurs adopteront une production davantage axée sur le marché, le projet appuiera l'amélioration de l'accès au marché et le développement de filières.

9. Le projet FOCUS est étroitement conforme aux priorités et aux stratégies des autorités des États du Nagaland et du Mizoram, reflétées dans les plans d'action relatifs aux changements climatiques qu'ils ont adoptés. Les deux États ont entrepris une série d'activités pilotes pour allonger le cycle de jhum et aider les agriculteurs qui le pratiquent à évoluer vers l'agriculture sédentaire. Le projet FOCUS intègre les meilleures pratiques identifiées et d'autres enseignements tirés dans la région. Il est également pleinement conforme au premier objectif stratégique du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP-AR 2011-2015, prolongé jusqu'en 2017): accroître l'accès aux technologies agricoles et aux ressources naturelles. Il convient de noter que l'évaluation du programme de pays pour 2015 a considéré comme satisfaisante la pertinence du COSOP.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

10. Au Nagaland, le projet sera exécuté dans huit des 11 districts: Mon, Longleng, Zunheboto, Wokha, Kiphire, Phek, Mokokchung et Kohima, où vivent environ 200 000 ménages ruraux. Au Mizoram, le projet interviendra dans quatre des huit districts: Champhai, Mamit, Serchhip et Kolasib, avec environ 83 000 ménages.
11. La population des deux États – Nagaland et Mizoram – est principalement tribale: on recense 16 tribus reconnues au Nagaland, et la majorité de la population du Mizoram appartient à l'ethnie Mizo. Le groupe cible du projet sera entièrement composé de membres des populations tribales et le projet ciblera tous les ménages agricoles des villages choisis.

B. Objectif de développement du projet

12. L'objectif global du projet est d'accroître les revenus de 137 000 ménages ruraux des hautes terres du Nagaland et de 64 500 ménages du Mizoram, et de renforcer leur résilience face aux changements climatiques. Ce but sera atteint par le biais de l'objectif de développement consistant à accroître la durabilité environnementale et la rentabilité des systèmes d'exploitation agricole utilisés par les agriculteurs des hautes terres.

C. Composantes/résultats

13. Le projet comprend trois composantes: i) amélioration du jhum; ii) filière et accès au marché; iii) gestion du projet et services relatifs aux savoirs.
14. La composante 1: amélioration du jhum vise à introduire, dans le secteur agricole, des interventions permettant de faire face aux changements climatiques et à leurs impacts sur la production alimentaire et les moyens d'existence, et à promouvoir les meilleures pratiques résilientes face aux changements climatiques, éprouvées ou émergentes. La composante 1 comportera trois sous-composantes:
- i) Meilleure gestion et conservation du jhum: Le projet comportera initialement un exercice participatif visant à obtenir, de la part des parties prenantes, leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause à la participation au projet. Le projet renforcera les capacités des travailleurs locaux, et procédera ensuite à la sélection et la formation des agriculteurs chefs de file et des groupes d'intérêt des agriculteurs. La planification participative de l'utilisation des terres sera également entreprise, à l'aide de moyens de télédétection. Le projet introduira: la conservation des sols et de l'eau et des mesures de gestion de la fertilité; des cultures appropriées à la fois pour la commercialisation et pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle; les cultures arboricoles de grande valeur. En outre, le projet appuiera la création de zones locales de conservation.
 - ii) Appui à l'agriculture sédentaire: Répondant à la transition déjà accomplie par de nombreux agriculteurs, passés d'un système reposant exclusivement sur le jhum à un système agricole mixte, jhum et sédentaire, le projet appuiera: i)

- la riziculture en terrasse existante; ii) l'agriculture sédentaire des hautes terres comprenant des vergers et des plantations. Le projet introduira également le concept de double culture, avec du riz à cycle court en première culture, suivi d'une deuxième culture de légumineuses/gingembre/oignon après la campagne rizicole.
- iii) Au Mizoram, en plus des deux activités mentionnées ci-dessus, le projet appuiera les groupes d'intérêt paysans composés des ménages les plus pauvres pour qu'ils aient accès à la terre avec des droits fonciers collectifs. Le projet offrira une formation aux pratiques agronomiques améliorées et facilitera la conservation des sols et de l'eau, ainsi que la pratique de cultures à long terme sur ces terres.
15. Utilisant les fonds provenant du don, les États du Mizoram et du Nagaland passeront un contrat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) afin qu'elle fournisse, dans les domaines de la conservation des sols et de l'eau, de la riziculture en terrasse, de l'agronomie, de l'agroforesterie et de la création de pépinières, divers services parmi lesquels on citera: i) la formation des formateurs; ii) l'appui technique de consultants expérimentés; iii) des visites d'experts nationaux et internationaux.
16. La composante 2: filière et accès au marché vise à intensifier les activités dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage afin de réduire la pression sur les terres où se pratique le jhum. La composante 2 comportera deux sous-composantes:
- i) Développement de la filière: Le projet encouragera les activités visant à améliorer la production de piment Naga, de grosse cardamome et de gingembre au Nagaland, et de piment Mizo, de curcuma et de gingembre au Mizoram, en adoptant une approche par groupes. Le projet introduira également une modalité novatrice pour la prestation par voie numérique des services de vulgarisation et pour le suivi des pratiques de production, de l'utilisation des intrants et de la production escomptée. Il fournira en outre un appui à la commercialisation en mettant en place une unité de commercialisation chargée d'établir des liens commerciaux avec les acteurs du marché du secteur privé. Enfin, le projet se concentrera sur la filière porcine en développant des services d'appui liés à l'amélioration des races et des aliments pour animaux et à la santé animale. Un fonds d'innovation sera créé pour apporter un appui aux organisations sur les plans de l'ajout de valeur et de la commercialisation des produits locaux, et pour développer les compétences entrepreneuriales des jeunes.
- ii) Infrastructures d'accès au marché: Le projet traitera les difficultés liées aux infrastructures de marché en construisant de nouvelles routes de desserte des exploitations et en comblant les lacunes critiques des infrastructures routières existantes. Le projet améliorera également la qualité des routes, y compris par un drainage latéral et transversal approprié, et adoptera des mesures résilientes face au climat pour relier les groupes d'agriculture et d'élevage à fort potentiel. L'entretien des routes de desserte des exploitations sera assuré par le ministère de l'Agriculture dans les États concernés par le projet, en utilisant les fonds publics ordinaires.
17. Composante 3: gestion du projet et services relatifs aux savoirs. Le projet sera exécuté par deux nouvelles sociétés qui seront créées au sein du Bureau du Commissaire à la production agricole (CPA) au Nagaland et au sein du ministère de l'Agriculture au Mizoram. Pour faciliter l'échange de savoirs, le projet s'assurera la participation du Conseil indien pour la recherche agricole, dans chaque État, afin de produire des connaissances sur les systèmes d'exploitation agricole dans les hautes terres et leur réaction aux changements climatiques, et de créer une plateforme d'apprentissage pour d'autres États de la région.

III. Exécution du projet

A. Approche

18. La conception de ce projet est conforme aux principes d'engagement suivants, énoncés dans la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones: i) patrimoine culturel et identité; ii) consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause; iii) développement à l'initiative des communautés; iv) accès équitable à la terre et aux ressources; v) exploitation des connaissances autochtones; vi) questions environnementales et changements climatiques; vii) accès aux marchés; viii) autonomisation; ix) égalité des sexes. Le projet répondra aux besoins des producteurs par: i) la promotion de systèmes plus rationnels de planification de l'utilisation durable des terres; ii) des systèmes de culture jhum plus durables et plus productifs; iii) le passage du système de culture sur brûlis à des systèmes de culture permanente plus productifs pour les cultures vivrières et commerciales; iv) une production animale accrue et moins risquée; v) l'amélioration de l'accès aux marchés d'intrants et de produits et de leur intégration, qui se traduira par de meilleurs rendements et de nouvelles possibilités pour les producteurs.

B. Cadre organisationnel

19. Au niveau de l'État, les agences chefs de file seront le Bureau du CPA au Nagaland et le ministère de l'Agriculture au Mizoram. Dans chacun des États, le comité de pilotage du projet (CPP) sera présidé par le Secrétaire principal. Le CPA au Nagaland et le Secrétaire à l'agriculture au Mizoram coprésideront le comité de gestion du projet. Chaque État créera une société spécialement chargée de l'agriculture résiliente face au climat, qui sera l'organisme d'exécution du projet et hébergera l'unité de gestion de projet (UGP). Au Nagaland, c'est un fonctionnaire du Service administratif indien qui a été nommé directeur du projet au niveau de l'État. Au Mizoram, un fonctionnaire technique du niveau de directeur associé ou supérieur sera nommé, à temps plein, directeur du projet au niveau de l'État. Le directeur du projet au niveau de l'État exercera, dans chaque État, les fonctions de président-directeur général de la société.
20. Le projet établira des unités de gestion du projet au niveau du district (UGPD) dans les bureaux agricoles de district. Les capacités de ces agents et du personnel sur le terrain seront renforcées pour l'exécution du projet. L'équipe du projet sélectionnera et formera des agriculteurs chefs de file, des personnes-ressources au niveau local et des agents villageois de santé animale pour appuyer les équipes de district dans l'exécution sur le terrain. Le projet mobilisera les groupes d'intérêt des agriculteurs et appuiera les organisations à assise communautaire existantes dans l'exécution des activités du projet.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

21. Planification. Le plan de travail et budget annuel, principal document de planification du projet FOCUS, sert d'instrument de détermination des cibles et des activités, qu'il met en relation avec les objectifs et les résultats du projet. Chaque année, l'UGP prépare un projet de plan de travail et budget annuel, qui regroupe les contributions des UGPD. Chaque UGPD fera la synthèse des propositions d'activités des villages couverts par le projet. Le projet de plan de travail et budget annuel sera ensuite approuvé par le CPP avant d'être soumis au FIDA pour approbation.
22. Suivi-évaluation. Le système de suivi-évaluation (S&E) du projet, guidé par le cadre de S&E défini dans le manuel d'exécution du projet, recueillera des données et des informations pour mesurer la performance et les progrès vers la réalisation des objectifs du projet. Il servira d'outil d'apprentissage pour apporter des informations utiles à la réflexion sur les stratégies du projet, appuyer la prise de décisions à tous les niveaux et servir de base à la gestion axée sur les résultats. Le gestionnaire de la planification et du S&E, agissant au sein de l'UGP, sera

responsable du système de S&E et de l'établissement des rapports.

23. Apprentissage et gestion des savoirs. Conformément à la politique du FIDA, l'apprentissage et la gestion des savoirs seront des éléments clés du projet FOCUS grâce à une approche intégrée par laquelle le S&E apporte des éléments permettant de déterminer les enseignements tirés. Le projet élaborera une stratégie de gestion des savoirs et un plan d'action au cours de la première année d'exécution. Dans les deux États, le projet s'assurera la participation du Conseil indien pour la recherche agricole pour la conduite d'études et l'organisation d'activités périodiques d'apprentissage dans la région, afin de faciliter l'échange, la documentation et la diffusion de savoirs.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

24. Capacité de gestion financière. Durant la phase de conception, le risque de gestion financière lié au CPA au Nagaland et au ministère de l'Agriculture au Mizoram a été jugé élevé en raison d'importantes lacunes organisationnelles. Pour atténuer ces risques et assurer une gestion financière efficace et efficiente, le projet créera deux sociétés distinctes, une dans chaque État, avec une réglementation financière conforme aux meilleures pratiques. Les unités financières des organismes d'exécution seront gérées par une équipe composée d'un spécialiste des finances et de la comptabilité dans l'UGP et d'un responsable des finances et de la comptabilité dans les UGPD. Ils devront en particulier: finaliser les budgets annuels et tenir les registres comptables conformément aux normes comptables indiennes; préparer les rapports financiers intermédiaires et les états financiers consolidés; examiner les rapports financiers; administrer et surveiller les comptes bancaires des projets; assurer l'exécution constante du cadre de contrôle interne; effectuer les activités d'audit interne en attendant l'établissement d'une fonction adéquate d'audit interne; faciliter les audits des comptes financiers des sociétés. Le projet établira un système de comptabilité entièrement informatisé dans l'UGP et les UGPD.
25. Flux de fonds. Le financement du FIDA sera acheminé par l'intermédiaire de deux comptes désignés libellés en dollars des États-Unis qui seront ouverts à la Banque de réserve de l'Inde et administrés par le Bureau du contrôleur des comptes d'aide et de l'audit conformément au système de gestion financière publique indien. L'UGP de chaque État recevra, des autorités de l'État concerné, des fonds sous la forme d'une allocation budgétaire qui inclura la contribution du FIDA et les contributions de contrepartie. L'UGP de chaque État ouvrira et gèrera un compte bancaire dans une banque commerciale agréée par le FIDA afin de recevoir des fonds de la part des autorités et d'effectuer les dépenses relatives aux activités du projet.
26. Chaque UGPD ouvrira et gèrera un compte bancaire pour les activités du projet. Les UGPD soumettront des rapports financiers mensuels à l'UGP en fonction des dépenses réelles encourues. L'UGP procédera à la consolidation des dépenses au niveau du district et à son propre niveau, et enverra des rapports financiers trimestriels consolidés au FIDA. Le logiciel de comptabilité déployé dans l'UGP et les UGPD de chaque État facilitera le processus de préparation des rapports financiers et des demandes de retrait.
27. Audit. L'audit annuel des comptes du projet mené au Mizoram et au Nagaland sera réalisé conformément aux normes d'audit indiennes et du FIDA. Dans tous les cas, le contrôle légal des comptes du projet sera fait par le Bureau du Trésorier général du Mizoram et celui du Nagaland. Les sociétés engageront une concertation à un stade précoce avec le Trésorier général du Mizoram et celui du Nagaland et, en cas d'indisponibilité du Trésorier général, les comptes seront vérifiés par un cabinet d'audit privé choisi par le Contrôleur et Auditeur général de l'Inde. Le Trésorier général du Mizoram et celui du Nagaland procéderont néanmoins à leur audit annuel selon leur calendrier de travail annuel adopté. L'audit du compte désigné sera effectué par le Bureau du Contrôleur et de l'Auditeur général de l'Inde. L'état des comptes vérifié ainsi que les rapports d'audit et les lettres de la direction seront soumis au FIDA dans les six mois suivant la fin de chaque exercice.

28. Financement rétroactif. Plusieurs activités préparatoires telles que l'enregistrement des sociétés, la mise en place de l'UGP et le recrutement du personnel de base sont prévues au cours de la période allant du 10 juin 2017 à l'entrée en vigueur de l'accord de financement. Par dérogation aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole, il est donc recommandé d'approuver un financement rétroactif de 250 000 USD en faveur du Mizoram et de 300 000 USD en faveur du Nagaland. Ces dépenses proposées concerneront: i) des biens, services et intrants; ii) la formation et le renforcement des capacités. Les autorités de chaque État préfinanceront ces dépenses, dont le remboursement pourra être demandé par l'emprunteur lorsque le projet sera entré en vigueur et que les conditions de décaissement auront été remplies, sous réserve de l'admissibilité des dépenses engagées.
29. Don du FIDA. Le FIDA octroiera un don aux deux États pour financer la participation de la FAO au renforcement des capacités et à la fourniture d'une assistance technique. La FAO sera invitée à contribuer par ses propres ressources à ce sous-projet d'assistance technique. La FAO utilisera ses propres systèmes de gestion financière, qui sont pleinement agréés par le FIDA.
30. Modalités de passation des marchés. La passation des marchés de biens, travaux et services destinés au projet FOCUS et financés par des ressources fournies ou administrées par le FIDA se fera conformément aux Directives du FIDA concernant la passation des marchés et au Manuel de passation des marchés publié en 2010 par le FIDA, tels qu'amendés à titre de dérogation aux dispositions des Conditions générales. Les marchés seront passés conformément à un plan consolidé de passation des marchés soumis par l'UGP, approuvé par le CPP et agréé par le FIDA.
31. Gouvernance. Toutes les passations de marchés de biens, travaux et services financés par des ressources fournies ou administrées par le FIDA exigent la constitution d'un dossier d'appel d'offres. Les contrats devront inclure une disposition en vertu de laquelle les fournisseurs, contractants et consultants sont tenus: de respecter la politique de tolérance zéro du FIDA à l'égard de la corruption; d'autoriser le FIDA à inspecter leurs comptes, registres et autres documents concernant la soumission de l'offre et l'exécution du contrat, et de les faire vérifier par des auditeurs désignés par le FIDA.
32. En vertu du cadre de gouvernance, l'UGP de chaque État diffusera les documents suivants, soit sur le site web du projet, soit sur le site web du ministère de l'Agriculture: i) le plan de passation des marchés et ses éventuelles révisions; ii) le manuel de passation de marchés; iii) des avis d'appels d'offres de biens et de travaux pour tous les contrats faisant appel à la concurrence nationale; iv) l'appel à manifestation d'intérêt pour la sélection et le recrutement des consultants; v) les attributions de marché pour l'acquisition de biens, la réalisation de travaux et la prestation de services de consultants; vi) la liste des contrats après entente directe ou sélection d'un fournisseur unique; vii) la liste des consultants sélectionnés; viii) l'attribution de contrats pour tous les services de consultants; ix) les rapports sur les mesures prises quant aux plaintes reçues. En outre, l'UGP publiera toutes les informations requises en vertu des dispositions des autorités de l'État concerné en matière de diffusion des documents, conformément à la Loi sur le droit à l'information et aux décisions des Commissaires à l'information de l'État applicables à la mise en œuvre du projet.

E. Supervision

33. Le projet sera supervisé directement par le FIDA. Durant la phase de démarrage, le FIDA participera, dans chaque État, à l'atelier préparatoire au niveau de l'État. Une attention particulière sera accordée à la mise en place d'un système solide de gestion financière et de passation des marchés, avec notamment une formation du personnel chargé des finances et de la passation des marchés. Il est prévu de conduire la première mission de supervision à la fin de la première année

d'exécution et un examen à mi-parcours au cours de la troisième année.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

34. Le coût total du projet est estimé à 168,47 millions d'USD sur une période de six ans, y compris les provisions pour aléas techniques et financiers. Le coût total du projet est réparti entre les différentes composantes, avec les allocations suivantes: 54,68 millions d'USD (32,5%) pour l'amélioration de la gestion du jhum; 89,31 millions d'USD (53%) pour la filière et l'accès au marché; 24,48 millions d'USD (14,5%) pour la gestion du projet et les services relatifs aux savoirs.

Tableau 1
Coût du projet, par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

	Pouvoirs publics		Prêt du FIDA		Don du FIDA		CSS*		Bénéficiaires		Convergence**		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Mizoram														
A. Amélioration du jhum	3 856	17.0	12 016	53.0	450	2.0	6 165	27.2	198	0.9	-	-	22 685	28.6
B. Accès au marché et développement de la filière	5 608	11.7	18 244	38.0	-	-	8 818	18.4	2 172	4.5	13 134	27.4	47 976	60.5
C. Gestion du projet et services relatifs aux savoirs	3 653	42.3	4 992	57.7	-	-	-	-	-	-	-	-	8 645	10.9
Sous-total Mizoram	13 117	16.5	35 252	44.4	450	0.6	14 983	18.9	2 370	3.0	13 134	16.6	79 306	100.0
Nagaland														
A. Amélioration du jhum	6 605	20.6	20 394	63.7	550	1.7	3 149	9.8	1 299	4.1	-	-	31 997	35.9
B. Accès au marché et développement de la filière	2 828	6.8	13 390	32.4	-	-	9 375	22.7	2 602	6.3	13 135	31.8	41 330	46.4
C. Gestion du projet et services relatifs aux savoirs	9 363	59.2	6 466	40.8	-	-	-	-	-	-	-	-	15 829	17.8
Sous-total Nagaland	18 796	21.1	40 250	45.1	550	0.6	12 524	14.0	3 901	4.4	13 135	14.7	89 156	100.0
Total général														
A. Amélioration du jhum	10 462	19.1	32 410	59.3	1 000	1.8	9 314	17.0	1 497	2.7	0.0	0.0	54 682	32.5
B. Accès au marché et développement de la filière	8 436	9.4	31 635	35.4	-	0.0	18 194	20.4	4 774	5.3	26 269	29.4	89 306	53.0
C. Gestion du projet et services relatifs aux savoirs	13 016	53.2	11 458	46.8	-	0.0	-	-	-	-	-	-	24 474	14.5
Coût total du projet	31 914	18.9	75 503	44.8	1 000	0.6	27 508	16.3	6 271	3.7	26 269	15.6	168 462	100

* Programmes du ministère de l'Agriculture et ministères alliés parrainés par le gouvernement central.

** Fonds de convergence provenant d'autres ministères

B. Financement du projet

35. Le projet sera financé approximativement comme suit: 75,5 millions d'USD provenant du prêt du FIDA; un million d'USD provenant du don du FIDA; 27,51 millions d'USD provenant de programmes parrainés par le gouvernement central (CSS); 6,27 millions d'USD provenant des contributions des bénéficiaires; 26,27 millions d'USD provenant de la convergence, principalement du ministère du Développement rural; l'équivalent de 31,91 millions d'USD représentant le

financement de contrepartie des gouvernements locaux, les contributions publiques aux CSS, y compris les taxes et droits, et les salaires du personnel détaché.

Tableau 2
Coût du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

	Pouvoirs publics		Prêt du FIDA		Don du FIDA		CSS		Bénéficiaires		Convergence		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Mizoram														
A. Consultants	384	16	1 802	75	-	-	227	9	-	-	-	-	2 412	3
B. Travaux	3 124	9	12 059	35	-	-	5 880	17	198	1	13 134	38	34 396	43
C. Équipement et matériel	138	20	555	80	-	-	-	-	-	-	-	-	692	1
D. Dons et subventions	-	-	1 143	55	450	22	-	-	490	24	-	-	2 082	3
E. Biens, services et intrants	2 099	10	9 191	42	-	-	8 877	41	1 671	8	-	-	21 838	28
F. Formation et ateliers	15	0	3 489	100	-	-	-	-	-	-	-	-	3 504	4
G. Salaires et indemnités	6 578	55	5 357	45	-	-	-	-	-	-	-	-	11 935	15
H. Dépenses de fonctionnement	779	32	1 657	68	-	-	-	-	11	1	-	-	2 447	3
Sous-total Mizoram	13 117	17	35 252	44	450	1	14 983	19	2 370	3	13 134	17	79 306	100
Nagaland														
A. Consultants	153	14	718	65	-	-	226	21	-	-	-	-	1 097	1
B. Travaux	2 315	8	8 235	27	-	-	5 880	20	476	2	13 135	44	30 040	34
C. Équipement et matériel	226	20	911	80	-	-	-	-	-	-	-	-	1 137	1
D. Dons et subventions	-	-	1 544	56	550	20	-	-	662	24	-	-	2 756	3
E. Biens, services et intrants	1 341	6	13 329	56	-	-	6 418	27	2 755	12	-	-	23 843	27
F. Formation et ateliers	20	0	10 152	100	-	-	-	-	-	-	-	-	10 172	11
G. Salaires et indemnités	13 881	90	1 573	10	-	-	-	-	-	-	-	-	15 455	17
H. Dépenses de fonctionnement	861	18	3 788	81	-	-	-	-	8	0	-	-	4 657	5
Sous-total Nagaland	18 796	21	40 250	45	550	1	12 524	14	3 901	4	13 135	15	89 156	100
Total général	31 914	19	75 503	45	1 000	1	27 508	16	6 271	4	26 269	16	168 462	100

C. Résumé des avantages et analyse économique

36. Les investissements dans le projet au Mizoram et au Nagaland auront un taux de rentabilité économique interne global de 25% et 29% respectivement et une valeur actuelle nette de 3 141 millions d'INR et de 6 593 millions d'INR respectivement, à un taux d'actualisation de 10%. Les avantages ont été calculés selon divers modèles de production couvrant les cultures vivrières, les vergers, les épices, le bétail, la pêche, la foresterie villageoise et le secteur agroalimentaire. L'analyse de sensibilité indique qu'il faudrait une augmentation du coût de 51% – ou une diminution des avantages de 34% – pour que la valeur actuelle nette soit nulle pour Mizoram. Pour le Nagaland, les coûts devraient augmenter de 78% ou les avantages diminuer de 44% pour que la valeur actuelle nette soit nulle.

D. Durabilité

37. La durabilité des interventions du projet sera assurée par l'approche du projet. Les pratiques agricoles améliorées adoptées par les agriculteurs pour accroître leurs revenus seront soutenues à condition que les intrants et les marchés soient

disponibles. Les interventions du projet dans la composante "filrière et accès au marché" viseront à assurer la rentabilité. Le projet vise également à renforcer les capacités des prestataires de services au niveau des villages, comme les agriculteurs chefs de file, les personnes-ressources au niveau local et les agents locaux de santé animale. Les prestataires factureront leurs services pour assurer la durabilité des opérations au-delà de la durée de vie du projet. Les systèmes de commercialisation seront en grande partie assurés par le secteur privé: le projet aidera les producteurs à établir des liens avec les entreprises agroalimentaires et de commercialisation, et à créer des entreprises locales d'agrégation et de traitement primaire. L'administration continuera d'exercer ses responsabilités dans des domaines tels que l'entretien des routes et la fourniture de vaccins pour le bétail.

E. Identification et atténuation des risques

38. Comme le montre de manière détaillée le cadre logique, le projet est exposé à un certain nombre de risques. Pour ce qui concerne l'objectif de développement, il existe un faible risque que les changements climatiques et de meilleures possibilités de revenus non agricoles rendent l'agriculture peu attrayante. Ce risque sera atténué par des interventions du projet visant à accroître la productivité et la résilience des cultures face aux changements climatiques en mettant l'accent sur l'élevage, l'horticulture et l'agroforesterie. Le risque lié à l'insurrection est modéré et sera résolu en autonomisant les communautés locales et en transférant des fonds directement à ces communautés. Le risque lié aux coûts de transaction élevés, dus au faible volume de la production et à l'éloignement des producteurs, sera pris en compte par le biais d'une approche par groupes de la production et une concentration sur les produits de niche, l'ajout de valeur et l'agriculture sous contrat.
39. L'évaluation de la gestion financière des agences chefs de file du projet au niveau de l'État a jugé élevé le risque fiduciaire. Ce risque sera atténué par la création de deux sociétés spécialement consacrées à l'exécution du projet dans les États, mais gérées de manière autonome. Les pratiques de gestion financière de ces sociétés seront conformes aux meilleures pratiques adoptées pour les projets financés par des sources externes. Les mesures d'atténuation supplémentaires comprennent le recrutement de personnel qualifié, la formation et l'appui à l'exécution, ce qui devrait faciliter une bonne gestion financière.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

40. Le projet est pleinement conforme au Cadre stratégique du FIDA (2016-2025) et respecte les politiques du FIDA en matière de ciblage, de transversalisation de la problématique hommes-femmes, d'engagement aux côtés des peuples autochtones, de gestion de l'environnement et des ressources naturelles, de changements climatiques, et d'évaluation sociale, environnementale et climatique. Le projet étant classé dans la catégorie B, aucune autre évaluation environnementale n'est nécessaire. Le risque climatique est jugé modéré.

B. Alignement et harmonisation

41. Les autorités des États ont été activement associées à la formulation et la préévaluation du projet FOCUS. La conception du projet est pleinement conforme aux structures et programmes publics existants.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

42. Le projet cherchera à reproduire à plus grande échelle, en l'améliorant, l'expérience de plusieurs efforts actuels et récents en vue de l'amélioration du jhum et de l'agriculture sédentaire. Il s'agit notamment du Projet de protection de l'environnement et de développement économique au Nagaland, du Projet de gestion durable des terres et des écosystèmes au Nagaland et des initiatives du Conseil d'exécution de la nouvelle politique d'utilisation des terres au Mizoram. En

outre, le Projet de gestion des ressources communautaires sur les hautes terres de la Région nord-est, appuyé par le FIDA, a démontré les avantages de la planification et de l'exécution au niveau local pour des systèmes plus durables d'utilisation des terres. Ce projet fera également fond sur les enseignements tirés des interventions de production porcine dans le Nord-Est parrainées par Tata Trusts avec le soutien de l'Institut international de recherche sur l'élevage. Un système de S&E complet, associé à des études spéciales et à la gestion des savoirs soutenues par le Conseil indien pour la recherche agricole, donnera des informations détaillées sur les processus et les résultats, ce qui contribuera à la formulation des stratégies à venir et appuiera la poursuite de la reproduction dans la région Nord-Est.

D. Participation à l'élaboration des politiques

43. Le projet générera des savoirs concernant la culture sur brûlis et l'évolution vers une agriculture sédentaire qui apporteront des informations utiles aux futures politiques au niveau de l'État. Le projet vise également à porter la concertation sur les politiques à un niveau supérieur en s'assurant la participation du Conseil indien pour la recherche agricole pour la conduite d'études d'évaluation d'impact pour une large diffusion des résultats, contribuant ainsi à l'adoption de stratégies efficaces dans l'ensemble de la région.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

44. Deux accords de financement entre la République de l'Inde et le FIDA constituent les instruments juridiques aux termes desquels le financement proposé sera consenti à l'emprunteur pour ce projet à mettre en œuvre dans les États du Mizoram et du Nagaland. Une copie des accords de financement négociés est jointe à l'appendice I.
45. La République de l'Inde est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
46. Le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

47. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Inde un prêt à des conditions mixtes d'un montant de soixante-quinze millions cinq cent mille dollars des États-Unis (75 500 000 d'USD) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE: que le Fonds accordera en outre à la République de l'Inde un don d'un montant d'un million de dollars des États-Unis (1 000 000 d'USD) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreements

Fostering Climate Resilient Upland Farming Systems in the North East Project

(Negotiations concluded on 17 November 2017)

Loan Number: _____

Grant Number: _____

Project Title: Fostering Climate Resilient Upland Farming Systems in the North East Project ("the Project")

The Republic of India (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")
(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS:

(A) The Borrower/Recipient has requested a Loan and a Grant from the Fund for the purpose of financing the Fostering Climate Resilient Upland Farming Systems in the Northeast Project (FOCUS) to be implemented in the state of Nagaland and in the state of Mizoram;

(B) This Agreement is to finance the implementation of the Project in the state of Mizoram;

(C) For this purpose, the Borrower/Recipient shall make available to the State of Mizoram the respective part of the proceeds of the Financing upon terms and conditions set forth in this Financing Agreement;

(D) The Project shall be implemented in the state of Mizoram (the "State") pursuant to a separate agreement of even date herewith between the Fund and the State (the "Project Agreement");

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement except for the provisions identified in Schedule 2, paragraph 3 of this Agreement. In addition, the procurement of goods, works and services under the Project, financed from resources provided or administered by IFAD, will be undertaken in accordance with IFAD's Project Procurement Guidelines and Procurement Handbook approved in 2010 and as amended from time to time, as an

exception to the General Conditions. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall cause the State of Mizoram to use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the Loan is thirty five million and three hundred thousand United States dollars (USD 35 300 000).

B. The amount of the Grant is four hundred and fifty thousand United States dollars (USD 450 000).

2. The Loan is granted on blend terms, and shall be subject to interest on the principal amount outstanding at a fixed rate of 1.25 per cent and in addition a service charge of 0.75 per cent per annum payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency and shall have a maturity period of twenty five (25) years, including a grace period of five (5) years, starting from the date of approval by the Executive Board.

3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States dollars (USD).

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st April.

5. Payments of principal, interest and service charge shall be payable on each 15 June and 15 December.

6. The Project Management Unit (PMU) of the Lead Project Agency will receive funds through a budgetary allocation from the State Government which will include IFAD financing and counterpart contribution. The PMU will open and maintain a bank account in a commercial bank acceptable to the State to receive funds from the Borrower/Recipient. Each District Management Unit (DMU) will also open and manage a bank account in a commercial bank acceptable to the State to finance project activities.

7. The Borrower/Recipient shall cause the State to provide an amount of approximately eleven million one hundred forty thousand United States dollars (USD 11 140 000) equivalent as counterpart financing for the Project. The Borrower/Recipient, in cooperation with the State, shall undertake proactive measures/policies for convergence of other Government schemes and mobilize financial and in-kind contributions from beneficiaries. The Borrower/Recipient shall cause the State to take measures required for accessing funds for the activities ascribed to the Central Sector Scheme funds including the state share of the Central Sector Scheme (CSS) funds and the funds are promptly released in advance to the Department implementing the schemes.

Section C

1. At national level the Department of Economic Affairs, Ministry of Finance of the Borrower/Recipient, will be the nodal agency for the Project while the nodal agency at state level shall be the Department of Agriculture in Mizoram. The Lead Project Agency shall be the Society for Climate Resilient Agriculture in Mizoram (SCRAM).

2. The following are designated as additional Project Parties: the Lead Project Agency and its DMUs of the Project; Indian Council of Agricultural Research; any other stakeholder identified by the State in agreement with the Fund.

3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

4. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions, not later than thirty six months from the date of entry into force.

Section D

The Loan and the Grant will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. In addition to Section 12.01 of the General Conditions, the following is designated as additional ground for suspension of this Agreement:

(a) The Project Implementation Manual (PIM) or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or substantially modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower/Recipient, has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Borrower/Recipient has not taken any measures to remedy the situation; and

(b) The Lead Project Agency (SCRAM) has been liquidated without prior consultation with the Fund.

2. In addition to Section 4.02 of the General Conditions, the following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

(a) The Lead Project Agency (SCRAM) has been duly established and registered;

(b) Key project staff, including the PMU finance team has been appointed by the SCRAM;

(c) A PIM has been prepared by the SCRAM and approved by the Fund; and

(d) The Project Agreement in form and substance acceptable to the Fund shall have been duly concluded between the Fund and the State of Mizoram.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Secretary
Department of Economic Affairs
Ministry of Finance
North Block
New Delhi 110001, India

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [click and type], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

REPUBLIC OF INDIA

(Authorised Representative)
(name and title)

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. Target Population. The Project shall be implemented in the four districts of Champhai, Mamit, Serchhip and Kolasib (the "Project Area"). The four selected districts have approximately 83,254 rural households who represent the target group of the Project in the State of Mizoram. The Project will adopt a social targeting approach by excluding the households with permanent government jobs. The target group categories will therefore include all tribal households involved in jhum farming and those unable to take up jhum cultivation on account of labour shortages and other vulnerable households having persons with disability and other challenges. Women are the main contributors to both agriculture and livestock activities and therefore gender will be mainstreamed into the project activities so that women have access and control over resources both in terms of targeting of project activities and also their participation in various committees of the project.

2. Goal. The overall goal of the Project is to increase agricultural income of 64, 500 households and to enhance their resilience to climate change.

3. Objectives. The objective of the Project is increasing the environmental sustainability and profitability of farming systems practiced by highland farmers.

4. Components. The Project shall consist of the following three components:

4.1 Component 1: Improved Jhum Management will aim to promote proven and emerging climate resilient best practices

4.1.1 Better jhum and conservation will support: (i) capacity building of staff, lead farmers and farmers; (ii) land use planning to develop rational and sustainable systems for village land utilisation; (iii) better jhum management through introduction of a package of improved practices for soil and fertility management, crop production, agro-forestry and fallow management; and (iv) community forest conservation with re-vegetation and soil conservation.

4.1.2 Settled agriculture will support: (i) existing rice cultivation on the lowlands through short duration seeds, fertility improvement techniques and improved cropping intensity; and (ii) existing orchards and plantation through demonstration of soil and water conservation works, improved planting materials and planting of high value trees. In Mizoram, the poorest households in each village will be supported to get access to land for settled agriculture.

4.1.3 The State of Mizoram will contract the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), using the grant proceeds, to provide the following services in the areas of soil and water conservation, terrace rice cultivation, agronomy, agroforestry and nursery development, but not limited to: (i) training of trainers; (ii) technical backstopping by experienced consultants; and (iii) exposure visits both international and national.

4.2 Component 2: Value chain and market access

4.2.1 Value chain development will support: (i) production support for clusters of market-orientated spices (chilli, turmeric and ginger in Mizoram), including supply of planting materials and training; (ii) marketing support for a range of cash crops

with marketable volume; (iii) livestock support largely covering pigs with support for breeding, feed improvement, and animal health; and (iv) innovation support for testing and dissemination of innovative technologies and approaches for agriculture, livestock and marketing.

4.2.2 Market access infrastructure will support construction of market infrastructure using climate resilient building techniques. The Project will support building agriculture link roads in Mizoram.

4.3 Component 3: Project Management and Knowledge Services. The Project will be implemented by a new Society to be established within the Department of Agriculture (DoA) in Mizoram. As this Project covers the two states of Nagaland and Mizoram, it will be a testing ground for improved jhum practices for the north-eastern region. To facilitate cross learning, the project in each state, will engage Indian Council of Agricultural Research (ICAR) to generate knowledge on upland farming systems and their response to climate change and to create a learning platform for other states in North East Region.

II. Implementation Arrangements

5. Coordination. The Governing Council of SCRAM will function as the state level Project Steering Committee (PSC). The Chief Secretary of the State of Mizoram will be the Chairperson of the PSC. The PSC will meet once in six months to review progress, provide overall guidance and policy support and to facilitate inter-departmental coordination specifically with regard to convergence. All the members of the Governing Council will be the members of the PSC. PSC will invite representatives from the National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD), Civil Society and Technical Experts of repute to participate in the PSC meetings. The State Project Director shall be the member secretary of the PSC. PSC shall be largely responsible for policy decisions with regard to statutory obligations and also for approving the Project Implementation Manual and its amendments thereto from time to time, and the Annual Work Plan and Budget (AWPB) before incorporation into the state budget.

6. The Project shall establish a Project Management Committee (PMC) headed by the Secretary, Agriculture in Mizoram. The Directors of the relevant technical departments will be the members and the Chief Executive Officer of the Society will be the Secretary. The PMC will meet quarterly and will be responsible for resolving implementation issues, interdepartmental coordination and allocation of funds under convergence and centrally sponsored schemes.

7. The Project shall establish a District Project Coordination Committee (DPCC) in each project district. The DPCC will meet quarterly to discuss the project implementation progress, constraints and remedies. The most important function of this committee will be to ensure flow of funds from Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Scheme (MGNREGS) and from other agriculture and allied central sector schemes for implementing project activities. The DPCC will be chaired by the Deputy Commissioner / District Collector of the respective project district and the District Project Manager will be the Vice Chairperson/Member Secretary. The members of the DPCC will be important district level officers. Based on the need, representatives of NABARD and Lead Bank will also be invited to participate in the DPCC meetings. A representative from PMU may attend any of the DPCC meetings if and when required.

8. The Project shall establish a Block Project Coordination Committee (BPCC) in each Block of the project area. The BPCC will meet bimonthly to discuss approval and review of the MGNREGS activities and their convergence with project activities. This committee will be chaired by the Block Development Officer and the Circle/Block

Agriculture Officer will be the Member-Secretary. The members of BPC will include: (i) Chairpersons of all project Village Councils; and (ii) All Block/Circle level officers.

9. Management. The state PMU will be housed within the SCRAM and vested with the project management responsibility in terms of planning, implementation, supervision, monitoring and evaluation, budgeting, financial management, procurement and compliance with the provisions of the financing and project agreements. The Chief Executive Officer/Secretary of the SCRAM will be the State Project Director (SPD). The SPD will be reporting to the Secretary Agriculture / Director Agriculture in Mizoram. All funds with the exception of CSS and state share for CSS funding will flow through the Agriculture Department in Mizoram by creating a separate line item in their respective annual budget. The SCRAM shall be provided with full time senior technical staff of the rank of Deputy Directors on deputation. In addition, a Finance and Accounts Specialist, a Manager - Planning and M&E, a Manager – Knowledge Management, a Manager – Gender and Community Institutions, a Finance and Accounts Officer and other support staff will be engaged on contract basis. Staff appointments, except those on deputation, will be fixed term contracts of at least three years and the candidates will be recruited from the open-market based on professional competence and experience. The duration of their contracts will not exceed the Project implementation period. The SCRAM while recruiting staff will give preference to women subject to other things being equal.

10. District Management Units (DMUs). The project shall establish a DMU in each district within the District Agriculture Office. The District Agriculture Officer will be the District Project Manager. A small team of professionals will be recruited to facilitate project implementation and administration. DMUs will function as an outpost of SCRAM. DMU will be authorised to release funds based the sanctioned AWPB. A technical team comprising officers of mid-level seniority drawn from the Departments of Agriculture, Horticulture, Animal Husbandry and Soil and Water Conservation will be attached full time for this project. In addition, the project will engage a Planning and Monitoring Officer, a Finance and Accounts Officer and the required junior professionals at the district level on a contract basis.

11. Subsidiary Agreement. The State, through the Department of Agriculture, will enter into a Subsidiary Agreement, acceptable to the Fund, with SCRAM. Among other things, the provisions of the Subsidiary Agreement will include: (i) the SCRAM declares its commitment to the goal and objective of the Project and, in furtherance of such goal and objective, they shall undertake to carry out the Project in accordance with the Financing Agreement and with the Project Agreement; (ii) the preparation of annual plan and budget, and fund flow arrangements; (iii) physical and financial reporting requirements; (iv) auditing and submission of Project financial statements; (v) adherence to IFAD Procurement Guidelines and approved Procurement Plan; (vi) using bank interest earned for eligible expenditures; (vii) updating of CSS physical and financial achievements in the respective online portals of Ministry of Agriculture, Government of India (viii) adopting an accounting software to record and generate financial reports and (ix) applying IFAD Policy on Fraud and Anti-corruption.

12. Project Implementation Manual (PIM). The PIM shall include procedures and processes for project implementation, financial administration and reporting and procurement of goods, works and services. As per IFAD Policy of Engagement with Indigenous Peoples (2009), the PIM will outline the implementation of the Free, Prior and Informed Consent which will capitalize on the participatory planning process of the Project. The PMU shall adopt the PIM substantially in the form approved by the PSC and the Fund and may make amendments thereto from time to time with the approval of the Fund. In case of any discrepancies between the provisions of the PIM and those of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

13. Planning, Monitoring and Evaluation (M&E), and Learning. The AWPB is the key planning document for FOCUS and will serve as the instrument for identifying specific targets and activities and in relating these to project outcomes and objectives. Each year a draft AWPB will be consolidated by the PMU with inputs from DMUs. Each DMU will consolidate proposals for activities that have come from project villages. The draft AWPB will then be approved by the PSC before submission to IFAD for its concurrence. If required, the PMU may propose adjustments or revision in the AWPB during the project year. The approved AWPB will be used as a key document when reviewing performance and progress during the IFAD supervision missions. AWPB includes the Procurement Plan.

14. The Project's M&E system will measure performance against the project log frame as well as showing the contribution of project outcomes to the government's strategic objectives for the agricultural and rural sector. The M&E system will also provide evidence of the results in terms of IFAD's objectives at the country level, with data disaggregated by gender and by age to show impact on women and youth. The M&E system will also be a learning tool to provide information for critical reflection on project strategies and operations. It will support decision-making at various levels and be a basis for results-based management.

15. The Project will develop a Knowledge Management strategy and action plan. This will include internal learning as well as knowledge sharing with external stakeholders and the wider development community through generation of knowledge products, such as newsletters, briefs, training materials, technical manuals, booklets, posters, videos, etc. The project will also aim to be a platform for learning for the other states in North Eastern Region (NER) wherever jhum is being practiced. A Project website will be established as a knowledge sharing tool, with information on good practices and innovations shared with NITI Aayog, DEA and Ministry of Development of North East Region and also displayed on the IFAD Asia website.

16. This Project is a part of a two state project and ICAR will be engaged by the two states to conduct specific studies and to organize periodic learning events in the region to facilitate cross learning in the region, undertake documentation and dissemination on the evolution and sustainability of upland farming systems and their capacity to respond to climate change.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan and Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in USD)	Grant Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage
1. Works	11 100 000		85%
2. Grants and Subsidies	1 100 000	450 000	100% except the Innovation fund funded by the loan at 70%
3. Goods, Services and Inputs	9 000 000		Goods, Services and Input at 90%, equipment and material at 80%
4. Training	4 900 000		Training and workshop at 100%, consultancies and TA at 85%
5. Salaries and Allowances	5 700 000		90%
Unallocated	3 500 000		
TOTAL	35 300 000	450 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Works" financed by IFAD include village forest conservation infrastructures, irrigation water infrastructures, bench terracing works, road rehabilitation.

"Grants and Subsidies" financed by IFAD include a grant to the State of Mizoram to hire FAO for technical assistance, as well as financing to the Innovation Fund.

"Goods, services and Input" financed by IFAD include equipment and material, supply of planting material, animal husbandry equipment.

"Training" financed by IFAD include workshops, consultancy services and technical assistance.

"Salaries and Allowances" financed by IFAD include operating costs.

2. Retroactive financing. As an exception to Section 4.08 (a) (ii) of the General Conditions, expenditures of up to the equivalent of two hundred fifty thousand United States dollars (USD 250 000) incurred after 10 June 2017 but before the date of entry into force of this Agreement shall be charged under category 3, Goods, services and inputs and under category 4, Training. The retroactive financing may be claimed from the Loan Account when the general conditions precedent to withdrawal are complied with. The retroactive financing is not additional financing and shall be within the Loan resources allocated.

Negotiated financing agreement:

"Fostering Climate Resilient Upland Farming Systems in the NorthEast (Nagaland)"

(Negotiations concluded on 17 November 2017)

Loan Number: _____

Grant Number: _____

Project Title: Fostering Climate Resilient Upland Farming Systems in the Northeast (FOCUS) (Nagaland) ("the Project")

The Republic of India (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS:

(A) The Borrower/Recipient has requested a Loan and a Grant from the Fund for the purpose of financing the Fostering Climate Resilient Upland Farming Systems in the Northeast Project (FOCUS) to be implemented in the state of Nagaland and in the state of Mizoram;

(B) This Agreement is to finance the implementation of the Project in the state of Nagaland;

(C) For this purpose, the Borrower/Recipient shall make available to the State of Nagaland the respective part of the proceeds of the Financing upon terms and conditions set forth in this Financing Agreement;

(D) The Project shall be implemented in the state of Nagaland (the "State") pursuant to a separate agreement of even date herewith between the Fund and the State (the "Project Agreement").

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, except for the provisions identified in Schedule 2,

paragraph 3 of this agreement. In addition, the procurement of goods, works and services under FOCUS, financed from resources provided or administered by IFAD, will be undertaken in accordance with IFAD's Project Procurement Guidelines and Procurement Handbook approved in 2010 and as amended from time to time, as an exception to the General Conditions for Agricultural Development Financing. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall cause the State of Nagaland to use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the Loan is forty million two hundred fifty thousand United States dollars (USD 40 250 000).

B. The amount of the Grant is five hundred and fifty thousand United States dollars (USD 550 000).

2. The Loan is granted on blend terms, and shall be subject to interest on the principal amount outstanding at a fixed rate of 1.25 per cent and in addition a service charge of 0.75 per cent per annum payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency and shall have a maturity period of twenty five (25) years, including a grace period of five (5) years, starting from the date of approval by the Executive Board.

3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States dollars (USD).

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st April.

5. Payments of principal, interest and service charge shall be payable on each 15 June and 15 December.

6. The Project Management Unit (PMU) of the Lead Project Agency will receive funds through a budgetary allocation from the State Government which will include IFAD and counterpart contribution. The Government of India share and the State share of the Central Sector Schemes (CSS) funds shall also be transferred to the PMU. The PMU will open and maintain a bank account in a commercial bank acceptable to the State and to receive funds from the Borrower/Recipient. Each District Management Unit (DMU) will also open and manage a bank account in a commercial bank acceptable to the State to finance project activities.

7. The Borrower/Recipient shall cause the State to provide an amount of approximately seventeen million three hundred twenty thousand United States dollars (USD 17 320 000) equivalents as counterpart financing for the Project. The Borrower/Recipient, in cooperation with the State, shall undertake proactive measures/policies for convergence of other Government schemes for mobilization of financial and in-kind contributions from beneficiaries.

Section C

1. At national level the Department of Economic Affairs, Ministry of Finance of the Borrower/Recipient, will be the nodal agency for the Project while the nodal agency at state level shall be the Office of the Agriculture Production Commissioner in Nagaland. The Lead Project Agency shall be the Society for Climate Resilient Agriculture in Nagaland (SOCRAN).

2. The following are designated as additional Project Parties: the Lead Project Agency and its DMUs of the Project; Indian Council of Agricultural Research; any other stakeholder identified by the State in agreement with the Fund.
3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.
4. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions, not later than thirty six months from the date of entry into force.

Section D

The Loan and the Grant will be administered and the Project will be supervised by the Fund.

Section E

1. In addition to Section 12.01 of the General Conditions, the following is designated as additional ground for suspension of this Agreement:

- (a) The Project Implementation Manual (PIM) or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or substantially modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower/Recipient, has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Borrower/Recipient has not taken any measures to remedy the situation; and
- (b) The Lead Project Agency (SOCRAN) has been liquidated without prior consultation with the Fund.

2. In addition to Section 4.02 of the General Conditions, the following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The Lead Project Agency (SOCRAN) society has been duly established and registered;
- (b) Key project staff, including the finance team, has been appointed by SOCRAN;
- (c) A PIM has been prepared by SOCRAN and approved by the Fund; and
- (d) The Project Agreement in form and substance acceptable to the Fund shall have been duly concluded between the Fund and the State of Nagaland.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Secretary
Department of Economic Affairs
Ministry of Finance
North Block
New Delhi 110001, India

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

REPUBLIC OF INDIA

(Authorized Representative)
(name and title)

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. Target Population. The Project shall be implemented in the eight districts of Mon, Longleng, Zunheboto, Wokha, Kiphire, Phek, Mokokchung and Kohima (the "Project Area"). The eight selected districts have approximately 200,000 households. The Project would adopt a social targeting approach by excluding the households with permanent government jobs. The target group categories would therefore include all tribal households involved in jhum farming and those unable to take up jhum cultivation on account of labour shortages and other vulnerable households having persons with disability and other challenges. Women are the main contributors to both agriculture and livestock activities and therefore gender would be mainstreamed into the Project activities so that women have access and control over resources both in terms of targeting of project activities and also their participation in various committees of the Project.

2. Goal. The overall goal of the Project is to increase agricultural income of 137,000 households, and to enhance their resilience to climate change.

3. Objectives. The objective of the Project is increasing the environmental sustainability and profitability of farming systems practiced by highland farmers.

4. Components. The Project shall consist of the following three components:

4.1. Component 1. Improved Jhum Management will aim to promote proven and emerging climate resilient best practices

4.1.1 Better jhum and conservation will support: (i) capacity building of staff, lead farmers and farmers; (ii) land use planning to develop rational and sustainable systems for village land utilisation; (iii) better jhum management through introduction of a package of improved practices for soil and fertility management, crop production, agro-forestry and fallow management; and (iv) community forest conservation with re-vegetation and soil conservation.

4.1.2. Settled agriculture will support: (i) existing rice cultivation on the lowlands through short duration seeds, fertility improvement techniques and improved cropping intensity; and (ii) existing orchards and plantation through demonstration of soil and water conservation works, improved planting materials and planting of high value trees.

4.1.3. The State of Nagaland will contract Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), using the grant proceeds, to provide the following services in the areas of soil and water conservation, terrace rice cultivation, agronomy, agroforestry and nursery development, but not limited to: (i) Training of trainers; (ii) technical backstopping by experienced consultants; (iii) exposure visits both international and national.

4.2. Component 2. Value chain and market access

4.2.1. Value chain development will support: (i) production support for clusters of market-orientated spices (large cardamom, chilli and ginger in Nagaland), including supply of planting materials and training; (ii) marketing support for a range of cash crops with marketable volume; (iii) livestock support largely covering pigs with support for breeding, feed improvement, and animal health;

and (iv) innovation support for testing and dissemination of innovative technologies and approaches for agriculture, livestock and marketing.

4.2.2. Market access infrastructure will support construction of market infrastructure using climate resilient building techniques. IFAD loan funds In Nagaland will be only allocated for construction of critical gaps in the existing road infrastructure such as bridges, culverts and other cross drainage structure.

4.3 Component 3. Project Management and Knowledge Services. The Project will be implemented by a new Society called Society for Climate Resilient Agriculture in Nagaland (SOCRAN) to be established within the Agriculture Production Commissioner's Office (APC's Office) in Nagaland. As this Project covers the two states of Nagaland and Mizoram, it will be a testing ground for improved jhum practices for the north-eastern region. To facilitate cross learning, the Project in each state, will engage Indian Council of Agricultural Research (ICAR) to generate knowledge on upland farming systems and their response to climate change and to create a learning platform for other states in North East Region.

II. Implementation Arrangements

5. Coordination. The Governing Council of the SOCRAN would function as the state level Project Steering Committee (PSC). The Chief Secretary of the State of Nagaland would be the Chairperson of the PSC. The PSC will meet once in six months to review progress, provide overall guidance and policy support and to facilitate inter-departmental coordination specifically with regard to convergence. All the members of the Governing Council will be the members of the PSC. PSC will invite representatives from the National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD), Civil Society and Technical Experts of repute to participate in the PSC meetings. The State Project Director shall be the member secretary of the PSC. PSC shall be largely responsible for policy decisions with regard to statutory obligations and also for approving the Project Implementation Manual and its amendments thereto from time to time, and the Annual Work Plan and Budget (AWPB) before incorporation into the state budget.

6. The Project shall establish a Project Management Committee (PMC) headed by the Agriculture Production Commissioner and Mission Director, in Nagaland. The Directors of the relevant technical departments will be the members and the Chief Executive Officer of the Society will be the Secretary. The PMC will meet quarterly and will be responsible for resolving implementation issues, interdepartmental coordination and allocation of funds under convergence and centrally sponsored schemes.

7. The Project shall establish a District Project Coordination Committee (DPCC) in each project district. The DPCC will meet quarterly to discuss the Project implementation progress, constraints and remedies. The most important function of this committee will be to ensure flow of funds from agriculture and allied central sector schemes for implementing project activities. The DPCC will be chaired by the Deputy Commissioner/District Collector of the respective project district and the District Project Manager will be the Vice Chairperson. The members of the DPCC will be important district level officers. Based on the need, representatives of NABARD and Lead Bank will also be invited to participate in the DPCC meetings. A representative from PMU may attend any of the DPCC meetings if and when required.

8. The Project shall establish a Block Project Coordination Committee (BPCC) in each Block of the Project area. The BPCC will meet bimonthly to discuss convergence between MGNREGS and the Project. This committee will be chaired by the Sub-divisional Officer and the Sub-divisional Agriculture Officer would be the Member-Secretary. The members of BPCC will include: (i) Chairpersons of all project Village Councils; and (ii) All Block/Circle level officers.

9. Management. The state level PMU will be housed within the SOCRAN and vested with the project management responsibility in terms of planning, implementation, supervision, monitoring and evaluation (M&E), budgeting, financial management, procurement and compliance with the provisions of the financing and project agreements. The Chief Executive Officer/Secretary of the SOCRAN will be the State Project Director (SPD). The SPD will be reporting to the Agriculture Production Commissioner (APC) and Mission Director in Nagaland. State budget allocations for the Project, including parallel financing funds from CSSs, IFAD loan proceeds, IFAD grant, and the state share for CSS funding, will flow through the APC's office in Nagaland. The Society shall be provided with full time senior technical staff of the rank of Deputy Directors on deputation. In addition, a Finance and Accounts Specialist, a Manager - Planning and M&E, a Manager – Knowledge Management, a Manager – Gender and Community Institutions, a Finance and Accounts Officer and other support staff would be engaged on contract basis. Staff appointments, except those on deputation, will be fixed term contracts of at least three years and the candidates will be recruited from the open-market based on professional competence and experience. The duration of their contracts will not exceed the Project implementation period. The Society while recruiting staff will give preference to women subject to other things being equal.

10. District Management Units (DMUs). The Project shall establish a DMU in each district within the District Agriculture Office. The District Agriculture Officer will be the District Project Manager. A small team of professionals will be recruited to facilitate Project implementation and administration. DMUs will function as an outpost of SOCRAN. DMU will be authorised to release funds based the sanctioned AWPB. A technical team comprising officers of mid-level seniority drawn from the Departments of Agriculture, Horticulture, Animal Husbandry and Soil and Water Conservation would be attached full time for this project. In addition, the project would engage a Planning and Monitoring Officer, a Finance and Accounts Officer and the required junior professionals at the district level on a contract basis.

11. Subsidiary Agreement. The State, through the Agricultural Production Commissioner, will enter into a Subsidiary Agreement, acceptable to the Fund, with SOCRAN. Among other things, the provisions of the Subsidiary Agreement will include: (i) SOCRAN declares its commitment to the goal and objective of the Project and, in furtherance of such goal and objective, they shall undertake to carry out the Project in accordance with the Financing Agreement and with the Project Agreement; (ii) the preparation of annual plan and budget, and fund flow arrangements; (iii) physical and financial reporting requirements; (iv) auditing and submission of Project Financial Statements; (v) adherence to IFAD Procurement Guidelines and approved Procurement Plan; (vi) using bank interest earned for eligible expenditures; (vii) updating of CSS physical and financial achievements in the respective online portals of Ministry of Agriculture, Government of India (viii) adopting an accounting software to record and generate financial reports and (ix) applying IFAD Policy on Fraud and Anti-corruption.

12. Project Implementation Manual (PIM). The PIM shall include procedures and processes for Project implementation, financial administration and reporting and procurement of goods, works and services. As per IFAD Policy of Engagement with Indigenous Peoples (2009), the PIM will outline the implementation of the Free, Prior and Informed Consent which will capitalize on the participatory planning process of the Project. The PMU shall adopt the PIM substantially in the form approved by the PSC and the Fund and may make amendments thereto from time to time with the approval of the Fund. In case of any discrepancies between the provisions of the PIM and those of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

13. Planning, M&E, and Learning. The AWPB is the key planning document for FOCUS and will serve as the instrument for identifying specific targets and activities and in

relating these to project outcomes and objectives. Each year a draft AWP&B will be consolidated by the PMU with inputs from DMUs. Each DMU will consolidate proposals for activities that have come from project villages. The draft AWPB will then be approved by the PSC before submission to IFAD for its concurrence. If required, the PMU may propose adjustments or revision in the AWPB during the Project year. The approved AWPB will be used as a key document when reviewing performance and progress during the IFAD supervision missions. AWPB includes the Procurement Plan.

14. The project's M&E system will measure performance against the project log frame as well as showing the contribution of Project outcomes to the government's strategic objectives for the agricultural and rural sector. The M&E system will also provide evidence of the results in terms of IFAD's objectives at the country level, with data disaggregated by gender and by age to show impact on women and youth. The M&E system will also be a learning tool to provide information for critical reflection on project strategies and operations. It will support decision-making at various levels and be a basis for results-based management.

15. The Project will develop a Knowledge Management strategy and action plan. This will include internal learning as well as knowledge sharing with external stakeholders and the wider development community through generation of knowledge products, such as newsletters, briefs, training materials, technical manuals, booklets, posters, videos, etc. The Project will also aim to be a platform for learning for the other states in the North Eastern Region wherever jhum is being practiced. A project website will be established as a knowledge sharing tool, with information on good practices and innovations shared with NITI Aayog, DEA and Ministry of Development of North East Region and also displayed on the IFAD Asia website.

16. This Project is a part of a two state project and ICAR will be engaged by the two states to conduct specific studies and to organize periodic learning events in the region to facilitate cross learning in the region, undertake documentation and dissemination on the evolution and sustainability of upland farming systems and their capacity to respond to climate change.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan and Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in USD)	Grant Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage
1. Works	7 400 000		85%
2. Grants and Subsidies	1 400 000	550 000	100% except the Innovation fund funded by the loan at 70%
3. Goods, Services and Inputs	12 800 000		Goods, Services and Input at 90%, equipment and material at 80%
4. Training	9 800 000		Training and workshop at 100%, consultancies and TA at 85%
5. Salaries and Allowances	4 800 000		90%
Unallocated	4 050 000		
TOTAL	40 250 000	550 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Works" financed by IFAD include village forest conservation infrastructures, irrigation water infrastructures, bench terracing works, road rehabilitation.

"Grants and Subsidies" financed by IFAD include a grant to the State of Nagaland to hire FAO for technical assistance, as well as the financing to the Innovation Fund.

"Goods, services and Input" financed by IFAD include equipment and material, supply of planting material, animal husbandry equipment.

"Training" financed by IFAD include workshops, consultancy services and technical assistance.

"Salaries and Allowances" financed by IFAD include operating costs.

2. Retroactive financing. As an exception to Section 4.08(a) (ii) of the General Conditions, expenditures of up to the equivalent of three hundred thousand United States dollars (USD 300 000) incurred after 10 June 2017 but before the date of entry into force of this Agreement for shall be charged under the Category 3, Goods, Services and Input and under category 4, Training. The retroactive financing may be claimed from the Loan Account when the general conditions precedent to withdrawal are complied with. The retroactive financing is not additional financing and shall be within the Loan resources allocated.

Logical framework

Results Hierarchy	Name	Indicators			Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
		Baseline	Mid-Term	Endline	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	- <u>Number of persons receiving services promoted by the project</u>	0	402,000	1,007,500	Project MIS	Yearly	M&E Unit	
	- <u>Number of youth receiving services promoted by the project</u>	0	24,180	60,450				
	<u>Number of HH reached</u>	0	81,400	201,500				
Goal: Income of 201,500 farm households in hill areas of Nagaland and Mizoram increased and their resilience to climate change enhanced	% of HH jhum- farming for 3 or more years <u>continuously on single plot</u>	0		70%	Impact assessment	Baseline End-line	M&E Unit Commissioned Study	(A) economic growth and social stability
	Number of HH reporting increase of >100% in household incomes	0	61,050	151,125	Impact assessment	Baseline End-line	M&E Unit Commissioned Study	
Development Objective: Environmental sustainability and profitability of the farming systems in hill areas enhanced	% soil carbon			4%	Soil carbon test	Baseline Annual	M&E Unit	(R) Climate change and/or better non-farm opportunities makes farming unattractive.
	Real increase in net farm income (in 2017 prices) in million INR	0	3,151.2	4,754.6	TOS	Baseline MTR End-line	M&E Unit Commissioned Study	
	Number of trees increased at least 20 per ha in jhum plot	0	10 #/ha	20#/ha	TOS	Baseline MTR End-line	M&E Unit Commissioned Study	
Outcome 1: Improved farmers' capacities to manage upland farming sustainably	<u>Number of HH reporting adoption of environmentally sustainable and climate resilient technologies and practices¹</u>	0	81,400	201,500	Project MIS	Yearly	M&E unit	(A) Producers are able to finance the continued investments required to climate proof their farms
Outputs:								
a. Participatory Land Use Planning conducted	No of VC with completed PLUP and land suitability maps	0	922	922	Project MIS	Yearly	M&E unit	(A) Access to reliable technical advice and planting material is secured
b. improved jhum management	No farmers trained (W/M) on better jhum and fallow management	0	101,800	290,800	Project MIS	Yearly	M&E unit	

¹Climate resilient technologies and practices refer to agro-forestry, soil and water conservation, improved planting material, integration with livestock

Results Hierarchy	Name	Indicators			Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
		Baseline	Mid-Term	Endline	Source	Frequency	Responsibility	
	No farmers trained (W/M) on settled agriculture	0	35,000	105,200	Project MIS	Yearly	M&E unit	(A) Effective convergence with Govt programme to build the assets of the poorer HH
	Area in ha under SWC, by jhum, jhum fallow, settled agriculture	0	58,240	88,250	Project MIS	Yearly	M&E unit	
c. Village forest conserved	Area under CCA managed by VC	0	10,600	18,440	Project MIS	Yearly	M&E unit	
d. Access of poorest households	No of HH benefitting from support to landless	0	5440	10,880	Project MIS	Yearly	M&E unit	
Outcome 2: Increased volume of marketed crops and livestock , with improved returns to producers	Gross returns from spices (million INR)	0	289.9	947.0	Project MIS	Yearly	M&E Unit Commissioned Study	(R) High transaction cost due to small volume and remote location (R) Implementation of APMC Act prevents new types of market linkages and reduces farm-gate prices.
	Gross returns from livestock (million INR)	0	295.8	584.4				
Outputs: a. Spice producers are integrated in national and international spice markets	No participating HH in organized spice value chain	0	6800	15,200	AOS	Annual	M&E unit	
b. Increased productivity of pig production	Pig off-take number	0	27,000	55,000	AOS	Annual	M&E unit	
c. value-chain clusters developed	Number of clusters	0	35	80	AOS	Annual	M&E unit	
Outcome 3: Improved access to markets	<u>Number of farmers reporting improved physical access to markets</u>	0	20,000	48,000	AOS	Annual	M&E unit	(A) Operation and maintenance by communities and Govt is effective.
Outputs: a. Rural roads rehabilitated	<u>Length and type of access road rehabilitated in km</u>	0	300	800	Project MIS	Quarterly	M&E unit	

Underlined indicators are IFAD RIMS indicators